
QUAND LA SOUFFRANCE RAPPORTE

GROS

Face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches.

La fortune des milliardaires a explosé pendant la pandémie de COVID-19, les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, des produits pharmaceutiques, de l'énergie et des technologies engrangeant des profits record. Dans le même temps, des millions de personnes à travers le monde sont confrontées à une crise du coût de la vie du fait des effets persistants de la pandémie et de l'augmentation rapide du prix des produits de première nécessité, notamment les denrées alimentaires et l'énergie. Les inégalités, déjà extrêmes avant la COVID-19, ont atteint des niveaux sans précédent. Les États doivent de toute urgence mettre en œuvre des mesures fiscales ambitieuses ciblant les plus riches qui permettront d'investir dans des mesures fortes pour réduire les inégalités.

Encadré 1

James Cargill II et sa famille détiennent la majorité de l'un des plus grands négociants alimentaires au monde, Cargill. Leur fortune a augmenté de près de 20 millions de dollars par jour depuis le début de la pandémie de COVID-19¹.

En 2021, Cargill a réalisé un bénéfice net de près de 5 milliards de dollars, le plus gros bénéfice de son histoire². L'année précédente, l'entreprise a versé 1,13 milliard de dollars de dividendes³, dont la majeure partie a bénéficié aux membres de la famille élargie. Elle devrait à nouveau battre son record de bénéfices en 2022⁴.

Nellie Kumambala est institutrice à Lumbadzi, au Malawi. Elle vit avec son mari, leurs deux enfants et sa mère âgée. Nellie, tout comme des millions d'autres, est à l'autre extrémité du système alimentaire mondial, à l'opposé de la famille Cargill.

« Les prix ont tellement augmenté rien que depuis le mois dernier. Deux litres d'huile de cuisson coûtaient 2 600 kwacha il y a un mois. Aujourd'hui, c'est 7 500 ! Vous vous rendez compte ? Hier, je suis allée au magasin pour en acheter, mais je suis repartie sans. Je n'avais pas assez d'argent. Chaque jour, je me demande comment je vais nourrir mon foyer, ce que je peux faire pour que nous ayons à manger. »

Alors que les milliardaires se réunissent à Davos, en Suisse, pour la première fois en présentiel après plus de deux ans, ils et elles ne manquent pas de raisons de se réjouir. Pendant la pandémie de COVID-19, leur fortune déjà faramineuse a atteint des sommets sans précédent et tout simplement vertigineux. La pandémie, avec son cortège de tragédies et de perturbations pour la majeure partie de l'humanité, a été l'une des périodes les plus fastes de l'histoire pour les milliardaires.

Dans le monde entier, de New York à New Delhi, les gens ordinaires souffrent. Farine, huile de cuisson, carburants, électricité... partout, les prix s'envolent. Partout, les gens n'ont d'autre choix que de réduire leurs dépenses, d'affronter le froid plutôt que de chauffer leur maison, de se priver de soins médicaux pour avoir de quoi manger. Des parents doivent choisir lequel de leurs enfants ils peuvent se permettre d'envoyer à l'école, si tant est qu'ils en aient les moyens.

La crise du coût de la vie vient s'ajouter à la crise actuelle de la COVID-19, qui a vu les États et la communauté mondiale échouer à empêcher la plus forte hausse de l'extrême pauvreté depuis plus de 20 ans⁵. Cet échec peut véritablement être qualifié de catastrophique : plus de 20 millions de personnes⁶ sont mortes à cause de la pandémie et, dans le monde entier, les inégalités de toutes natures sont montées en flèche.

Ces inégalités tuent ; elles contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes⁷. Seules les personnes les plus riches sont épargnées. En plus de cela, les milliardaires ont objectivement profité de ces crises multiples. Leur fortune a explosé, boostée en grande partie par les sommes incroyables injectées par les gouvernements dans l'économie mondiale. Cela a alimenté la hausse des prix des actifs et, avec elle, la fortune des milliardaires. Dans le présent rapport, Oxfam montre comment les milliardaires et les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, des produits pharmaceutiques et des technologies engrangent des bénéfices colossaux alors que la flambée du coût de la vie accable de nombreuses personnes dans le monde.

Les États doivent agir sans attendre pour réguler l'extrême richesse. Ils doivent accepter dès maintenant d'augmenter l'imposition de la fortune des riches et des bénéfices exceptionnels des entreprises, et d'utiliser ces fonds pour protéger les gens ordinaires dans le monde entier et réduire les inégalités et la souffrance.

1 ÉTAT DES LIEUX DES INÉGALITÉS

La richesse des milliardaires et les bénéfices des entreprises ont atteint des niveaux record pendant la pandémie de COVID-19, tandis que plus de 250 millions de personnes supplémentaires pourraient sombrer dans l'extrême pauvreté en 2022 à cause du coronavirus, de l'augmentation des inégalités dans le monde et du choc de la hausse du prix des denrées alimentaires exacerbée par la guerre en Ukraine⁸. Selon les recherches d'Oxfam :

- Les milliardaires ont vu leur fortune augmenter autant en 24 mois qu'en 23 ans⁹.
- Les milliardaires des secteurs de l'agroalimentaire et de l'énergie ont vu leur fortune augmenter d'un milliard de dollars tous les deux jours¹⁰. Le prix des denrées alimentaires¹¹ et de l'énergie¹² atteint des niveaux inégalés depuis des décennies. 62 nouveaux milliardaires ont rejoint le club des ultra riches du secteur agroalimentaire¹³.
- Ensemble, les crises de la COVID-19, de l'accroissement des inégalités et de la hausse du prix des denrées alimentaires pourraient faire basculer jusqu'à 263 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2022, réduisant à néant les progrès réalisés sur plusieurs décennies. Cela équivaut à un million de personnes toutes les 33 heures¹⁴.
- Dans le même temps, un nouveau milliardaire est apparu en moyenne toutes les 30 heures pendant la pandémie.
- Cela signifie que pour chaque nouveau milliardaire recensé pendant la pandémie, un million de personnes pourraient être précipitées dans l'extrême pauvreté cette année¹⁵.

La COVID-19 a frappé un monde déjà profondément inégalitaire. Des décennies de politiques économiques néolibérales ont contribué au démantèlement des services publics pour les faire passer dans le giron du privé¹⁶ tout en encourageant la concentration phénoménale du pouvoir des entreprises¹⁷ et l'évasion fiscale à grande échelle¹⁸. De telles politiques ont permis d'éroder délibérément les droits des travailleurs et des travailleuses¹⁹ et de réduire les taux d'imposition des sociétés²⁰ et des riches²¹. Elles ont également ouvert la voie à des niveaux d'exploitation bien supérieurs à ce que notre planète peut supporter²².

Alors que la COVID-19 se propageait, les banques centrales ont injecté des milliers de milliards de dollars dans les économies du monde entier dans le but de maintenir l'économie mondiale à flot. Cette intervention a été essentielle pour empêcher un effondrement économique total. Elle a toutefois fait grimper de façon spectaculaire le prix des actifs, et par la même occasion, la valeur nette des milliardaires et des classes qui possèdent des actifs²³. Cette injection de liquidités a eu pour effet collatéral direct une augmentation stupéfiante de la fortune des milliardaires.

Outre l'explosion de la fortune des milliardaires, la pandémie a aussi été une véritable aubaine pour les bénéfices des secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, des produits pharmaceutiques et des technologies, comme souligné dans le présent dossier. Les monopoles sont particulièrement répandus dans ces secteurs, et les milliardaires qui détiennent des participations importantes dans les entreprises en question ont vu leur fortune gonfler encore plus. Dans le même temps, les profits et le pouvoir excessifs des entreprises alimentent la hausse des prix²⁴. Aux États-Unis, par exemple, on estime que l'augmentation des bénéfices des entreprises est responsable de l'inflation observée à hauteur de 60 %²⁵.

Les richesses extrêmes corrompent nos sphères politiques et médiatiques. Elles concentrent un pouvoir inimaginable et exempt de toute notion de redevabilité entre les mains d'une poignée d'oligarques dans le monde. Les milliers de milliards de dollars accumulés par les milliardaires, au-delà de tout ce qu'une personne pourrait dépenser au cours d'une vie entière de luxe, pourraient plutôt être utilisés à bon escient par les États pour mettre fin à la pauvreté et protéger les populations du monde entier (voir l'Encadré 1).

Encadré 2 : Comment un impôt sur les profits exceptionnels en période de COVID-19 pourrait contribuer à la lutte contre les inégalités²⁶

Un impôt exceptionnel de 99 % sur les richesses amassées pendant la pandémie de COVID-19 par les 10 hommes les plus riches au monde permettrait à lui seul :

- de financer la production de vaccins en quantité suffisante pour le monde entier ;
- de combler les déficits de financements dans l'éducation, la couverture santé universelle et la protection sociale ;
- de lutter contre les violences basées sur le genre dans plus de 80 pays.

Les richesses extrêmes sont une conséquence directe des politiques publiques et de l'utilisation des fonds publics. C'est pourquoi les gouvernements doivent déployer une série de mesures afin de récupérer les richesses extrêmes dans l'intérêt général.

Le présent document propose une série d'impôts exceptionnels et permanents sur la richesse qui pourraient atténuer la crise du coût de la vie et financer des mesures pour protéger et prendre soin de la majorité de l'humanité.

LA PANDEMIE DES INEGALITES

Depuis le début de la pandémie, les inégalités de toutes natures sont montées en flèche.

Inégalités de richesses : selon l'analyse menée par Oxfam sur les données les plus récentes de Forbes²⁷ :

- Le monde compte aujourd'hui 2 668 milliardaires, soit 573 de plus qu'au début de la pandémie en 2020.
- Ces milliardaires détiennent une fortune cumulée de 12 700 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation réelle de 3 780 milliards de dollars (42 %) pendant la pandémie de COVID-19.
- La richesse totale des milliardaires équivaut désormais à 13,9 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, contre 4,4 % en 2000.
- Les 10 hommes les plus riches détiennent davantage que le cumul des 40 % les plus pauvres de l'humanité.
- La fortune des 20 milliardaires les plus riches est supérieure au PIB de toute l'Afrique subsaharienne.
- Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, l'est tellement qu'il pourrait perdre 99 % de sa fortune et rester dans les 0,0001 % des personnes les plus riches sur la planète. Sa fortune a bondi de 699 % depuis 2019.

Inégalités de revenu : la COVID-19 devrait provoquer la plus grande augmentation systémique des inégalités de revenu jamais vue. Mais en plus de cela, l'augmentation rapide du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui frappe le plus durement les plus bas revenus, devrait encore creuser les inégalités dans le monde.

- Les revenus de 99 % de l'humanité ont baissé à cause de la COVID-19²⁸, avec la destruction de l'équivalent de 125 millions d'emplois à temps plein en 2021²⁹.
- Il faudrait 112 ans à une personne moyenne parmi les 50 % de la tranche inférieure pour gagner ce que touche en un an une personne parmi les 1 % des plus hauts revenus³⁰.
- Les revenus des plus riches se sont rapidement remis de l'impact subi au début de la pandémie, tandis que les revenus des plus pauvres ne se sont toujours pas rétablis, ce qui exacerbe d'autant plus les inégalités de revenus³¹.

- En 2021, les 40 % les plus pauvres ont connu la plus forte baisse de revenus. Ceux-ci étaient en moyenne inférieurs de 6,7 % aux projections pré-pandémie³². Cela a eu pour conséquence de voir les inégalités de revenu repartir à la hausse, alors qu'elles reculaient depuis les années 2000 d'après l'indice de Gini. En 2020, elles ont ainsi augmenté de 0,3 % dans les pays émergents et en développement³³.

Inégalités de genre³⁴ : les États n'ont pas réussi à empêcher la pandémie d'aggraver les inégalités de genre, à l'œuvre de longue date dans l'économie. Pendant la pandémie, les femmes ont aussi perdu leur emploi de manière disproportionnée, notamment du fait que les confinements et la distanciation sociale ont davantage affecté les secteurs des services fortement féminisés, comme le tourisme, l'hôtellerie et les métiers du soin. L'augmentation du travail non rémunéré a empêché des millions de femmes de réintégrer le marché du travail. Dans le monde entier, des femmes doivent désormais faire face à l'augmentation considérable du prix des denrées alimentaires et de l'énergie pour nourrir leur famille³⁵.

- L'écart de rémunération selon le genre s'est creusé : avant la pandémie, on prévoyait qu'il faudrait 100 ans pour le combler, contre 136 ans désormais³⁶.
- En 2020, les femmes étaient 1,4 fois plus susceptibles de quitter le marché du travail que les hommes³⁷ et ont assumé trois fois plus d'heures de travail de soin non rémunéré³⁸.
- En 2021, 13 millions de femmes de moins qu'en 2019 occupaient un emploi, tandis que l'emploi des hommes a déjà retrouvé son niveau de 2019³⁹.
- Plus de quatre millions de travailleuses n'ont pas pu reprendre le travail en Amérique latine et dans les Caraïbes, une tendance exacerbée par les niveaux élevés d'emploi informel et l'augmentation du travail de soin⁴⁰.

Inégalités raciales : partout dans le monde, les groupes racisés ont été les plus durement frappés par la pandémie. Cette situation s'inscrit directement dans l'héritage historique du suprémacisme blanc, dont l'esclavage et le colonialisme. De précédentes recherches menées par Oxfam relatent les témoignages de personnes afrodescendantes et autochtones au Brésil⁴¹, de Dalits en Inde, ainsi que de personnes natives américaines, de personnes noires et latino-américaines aux États-Unis confrontées à des conséquences durables et disproportionnées de la pandémie.

- Lors de la deuxième vague de la pandémie en Angleterre, les personnes d'origine bangladaise étaient cinq fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que la population britannique blanche⁴².
- 3,4 millions d'Afro-américain-es supplémentaires seraient toujours vivant-es si leur espérance de vie était la même que celle de la population blanche. Avant la COVID-19, ce chiffre alarmant était déjà de 2,1 millions⁴³.
- Aux États-Unis, la moitié des femmes racisées qui travaillent gagnent moins de 15 dollars de l'heure, un seuil largement utilisé pour distinguer les travailleurs et travailleuses à bas salaire dans ce pays⁴⁴.

Inégalités de santé : des soins de santé de qualité sont un droit humain, mais ils sont trop souvent traités comme un luxe. Avoir plus d'argent en poche permet non seulement d'accéder aux soins de santé, mais aussi de vivre plus longtemps et en meilleure santé.

- L'espérance de vie des habitant-es des pays à revenu élevé est supérieure de 16 ans à celle des habitant-es des pays à revenu faible⁴⁵.
- On estime que 5,6 millions de personnes meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé. Cela représente plus de 15 000 personnes par jour⁴⁶.
- À São Paulo au Brésil, les habitant-es des zones les plus riches peuvent espérer vivre 14 ans de plus que celles et ceux des zones les plus pauvres⁴⁷.

Au bout du compte, les inégalités, y compris le manque d'accès aux soins de santé, contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes⁴⁸.

La pandémie et la riposte mondiale boiteuse à celle-ci ont mis en évidence ces profondes inégalités en matière de santé, qu'elles ont par ailleurs alimentées et considérablement aggravées.

- La pandémie a fait quatre fois plus de morts dans les pays pauvres que dans les pays riches⁴⁹.
- Quelque 11,66 milliards de doses de vaccin ont été administrées dans le monde⁵⁰. Si elles avaient été réparties équitablement, toutes les personnes adultes de la planète qui le souhaitent auraient pu être entièrement vaccinées⁵¹. Au lieu de cela, seuls 13 % des citoyen·nes des pays à faible revenu ont obtenu le schéma vaccinal complet à l'heure actuelle⁵².
- À cause de la pandémie, à chaque minute qui passe, quatre enfants dans le monde perdent un parent ou une personne qui en ont la charge. Près de la moitié de ces enfants vivent en Inde, où plus de deux millions se sont retrouvé·es dans cette situation⁵³.
- Lorsque la COVID-19 a frappé, 52 % de la population en Afrique n'avait pas accès aux soins de santé et 83 % n'avait aucun filet de sécurité sur lequel compter en cas de perte d'emploi ou de maladie⁵⁴.

Les inégalités entre les pays

Avant la pandémie, les inégalités entre les pays riches et les pays à faible revenu étaient en baisse, et ce depuis une trentaine d'années. La COVID-19 a inversé cette tendance. Pour les pays à revenu faible et intermédiaire, le bilan actuel est celui d'une décennie perdue, tandis que les pays riches tirent à nouveau leur épingle du jeu⁵⁵.

L'énorme fardeau de la dette qui pèse sur de nombreux pays est particulièrement préoccupant. Il sape tout espoir de reprise et les empêche de prendre des mesures à leur guise pour protéger la population de la flambée des prix. Il devient de plus en plus coûteux pour les gouvernements d'assurer le service de cette dette, ce qui les contraint à procéder à des coupes drastiques dans les services publics tels que la santé et l'éducation et limite le soutien financier qu'ils peuvent apporter à leurs citoyen·nes⁵⁶.

- Quatorze des seize pays ouest-africains ont l'intention de réduire leurs budgets nationaux de 26,8 milliards de dollars en tout au cours des cinq prochaines années, afin de combler en partie les pertes de 48,7 milliards de dollars subies dans la région des suites de la pandémie pour la seule année 2020⁵⁷.
- Le service de la dette de l'ensemble des pays les plus pauvres du monde est estimé à 43 milliards de dollars en 2022, ce qui équivaut à près de la moitié du montant de leurs importations alimentaires et de leurs dépenses publiques de santé réunies. En 2021, la dette représentait 171 % de toutes les dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale des pays à faible revenu⁵⁸.
- 87 % des prêts COVID-19 accordés par le Fonds monétaire international (FMI) sont assortis de conditions exigeant que les pays bénéficiaires à revenu faible et intermédiaire adoptent des mesures d'austérité sévères, qui ne feront qu'aggraver la pauvreté et les inégalités⁵⁹.

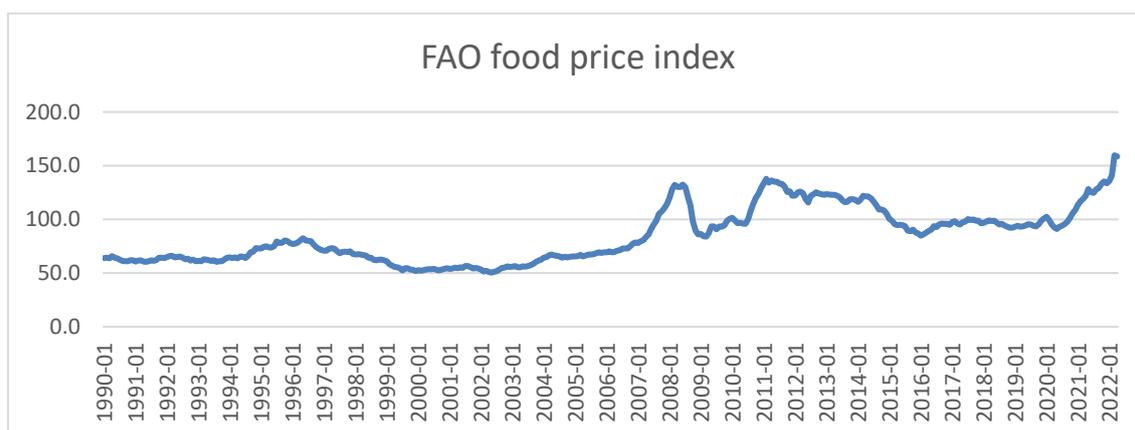
Parmi les pays à faible revenu, 60 % se trouvent désormais au bord du surendettement⁶⁰.

2 LES GEANTS QUI TIRENT PARTI DE LA SOUFFRANCE

LES DYNASTIES DE L'AGROALIMENTAIRE

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont grimpé de 33,6 % l'année dernière⁶¹ et devraient encore augmenter de 23 % en 2022⁶². En mars 2022, le prix des denrées alimentaires a connu une envolée sans précédent depuis que les Nations Unies en tiennent le registre (c'est-à-dire depuis 1990)⁶³. Oxfam estime que 263 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté cette année en raison de la pandémie de COVID-19, de l'augmentation des inégalités dans le monde et du choc provoqué par la hausse des prix des denrées alimentaires, amplifié par la guerre en Ukraine⁶⁴.

Graphique 1 : Indice FAO des prix des produits alimentaires, 1990–2022



Les habitant-es des pays à faible revenu consacrent plus de deux fois plus de leurs revenus à l'alimentation que ceux des pays riches⁶⁵. En outre, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les personnes les plus démunies consacrent une proportion beaucoup plus importante de leurs revenus à se procurer des denrées alimentaires. Au Mozambique, par exemple, les personnes appartenant au quintile le plus pauvre de la population y consacrent plus de 60 % de leurs revenus, alors que les 20 % les plus riches y destinent un peu moins de 30 %⁶⁶. Dans de nombreux endroits, les salaires sont en baisse en chiffres réels, dans la mesure où ils augmentent moins vite que le coût de la vie. Il n'a jamais coûté aussi cher d'être pauvre.

Pendant ce temps, les grandes sociétés et les dynasties de milliardaires qui contrôlent une grande partie de notre système alimentaire enregistrent une forte hausse de leurs bénéfices. Ainsi, pris ensemble, les milliardaires du secteur alimentaire et agroalimentaire ont vu leur richesse augmenter de 382 milliards de dollars (45 %) ces deux dernières années⁶⁷. Sur la même période, 62 individus sont venus grossir les rangs des milliardaires de l'agroalimentaire⁶⁸. Dans ce secteur, deux familles se démarquent du lot.

Cargill. Cargill est un géant mondial de l'agroalimentaire et l'une des plus grandes sociétés privées du monde. En 2017, elle a été répertoriée parmi les quatre entreprises qui contrôlent ensemble plus de 70 % du marché mondial des produits de base agricoles⁶⁹. Elle est détenue à 87 % par la onzième famille la plus riche du monde⁷⁰. La richesse cumulée des membres de cette famille figurant sur la liste des milliardaires de Forbes est de 42,9 milliards de dollars – et leur fortune s'est

accrue de 14,4 milliards (65 %) depuis 2020, augmentant de près de 20 millions de dollars par jour pendant la pandémie⁷¹. Cette augmentation est due à la hausse des prix des denrées alimentaires, en particulier des céréales. Par ailleurs, quatre autres membres de la grande famille Cargill ont récemment rejoint la liste des 500 personnes les plus riches du monde⁷².

En 2021, la société a enregistré des recettes nettes de 5 milliards de dollars et réalisé les plus gros bénéfices de son histoire⁷³. L'année précédente, elle a versé des dividendes de 1,13 milliard de dollars⁷⁴, dont la plupart étaient destinés aux membres de la famille. La société devrait à nouveau obtenir des bénéfices record en 2022, venant grossir encore la fortune déjà colossale de la famille⁷⁵.

Selon Bloomberg, Cargill n'est pas la seule entreprise à réaliser des bénéfices importants en tirant parti des pénuries alimentaires et de la volatilité des marchés. L'un des concurrents de l'entreprise, la société de commerce agricole Louis Dreyfus Co., a déclaré en mars avoir réalisé 82 % de plus de bénéfices l'année dernière, en grande partie grâce aux fluctuations du prix des céréales et aux fortes marges sur les graines oléagineuses⁷⁶. Alors que les grandes sociétés réalisent des profits faramineux, des personnes comme Nellie, enseignante, n'ont même pas les moyens de nourrir leur famille (voir encadré 1).

Walmart. Cette chaîne de supermarchés est le plus grand employeur privé des États-Unis. Pesant 238 milliards de dollars, la famille Walton possède environ la moitié des actions de Walmart⁷⁷. À partir de 2020, sa fortune a augmenté en chiffres réels de 8,8 milliards de dollars, s'accroissant de 503 000 dollars par heure⁷⁸. Au cours des cinq dernières années, la société a versé quelque 15 milliards de dollars de dividendes en espèces aux membres de cette famille⁷⁹.

Au vu de l'augmentation des bénéfices et du versement de dividendes exorbitants, tout porte à croire que la famille cherche à protéger sa fortune. D'après les recherches d'Oxfam, ce sont les employé·es et les ouvriers et ouvrières des chaînes d'approvisionnement qui souffrent le plus lorsque les sociétés protègent leurs bénéfices. Ces recherches révèlent en outre que seulement 5,9 % de la valeur d'un panier moyen de provisions parvient aux petits exploitants agricoles⁸⁰.

L'importance accordée par Walmart à ses actionnaires n'est pas sans répercussion sur les niveaux d'inégalité des revenus aux États-Unis. L'année dernière, la société a versé 16 milliards de dollars à ses actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions⁸¹. Le salaire moyen des employé·es de Walmart est de 20 942 dollars par an⁸². Si les sommes versées aux actionnaires étaient plutôt consacrées à la rémunération des quelque 1,6 million d'employé·es de la société, ce salaire moyen pourrait être porté à 30 904 dollars. Même si cette augmentation se matérialisait, les salarié·es moyen·nes de Walmart gagneraient toujours moins que le salaire minimum de 15 dollars de l'heure annoncé⁸³ mais cela ferait une grande différence face à l'augmentation vertigineuse du coût de la vie.

LES GRANDS GROUPES PÉTROLIERS

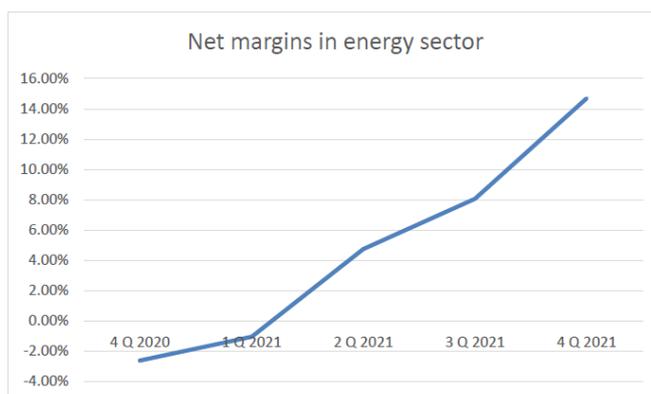
Les marges bénéficiaires des grands groupes pétroliers⁸⁴ ont doublé pendant la pandémie, alors que le coût de l'énergie devrait s'envoler de 50 % en 2022⁸⁵. Les tarifs de l'énergie ont connu leur plus forte hausse depuis 1973⁸⁶. Le prix du pétrole brut a déjà augmenté de 53 % au cours des 12 derniers mois⁸⁷ et celui du gaz naturel de 148 %⁸⁸. Le prix de l'énergie entraîne des répercussions considérables sur tous les aspects de la vie. Il contribue ainsi pour beaucoup aux prix des denrées alimentaires⁸⁹ et des transports. Dans le monde entier, les ménages les plus pauvres seront les plus durement touchés par la flambée du prix de l'énergie⁹⁰.

L'impact du changement climatique – que les compagnies pétrolières et gazières ont si souvent nié et cherché à étouffer – a contribué au déclenchement d'une crise humanitaire en Afrique de l'Est. Cette région est en effet confrontée à la sécheresse et au risque de famine après un manque

persistant de précipitations⁹¹ : on estime que 28 millions de personnes risquent de souffrir sévèrement de la faim⁹².

Les entreprises qui font partie des chaînes mondiales d’approvisionnement en énergie engrangent des profits extraordinaires grâce à ces hausses de prix. Au cours de l’année écoulée, les bénéfices du secteur de l’énergie ont augmenté de 45 %⁹³ ; ses marges ont grimpé en flèche (Graphique 2) et la croissance des gains du secteur dépasse de loin celle de tous les autres (Graphique 3). Les milliardaires du secteur du pétrole, du gaz et du charbon ont vu leur richesse augmenter de 53,3 milliards de dollars (24 %) en chiffres réels ces deux dernières années⁹⁴.

Graphique 2 : Marges nettes dans le secteur de l’énergie, 2020–2021



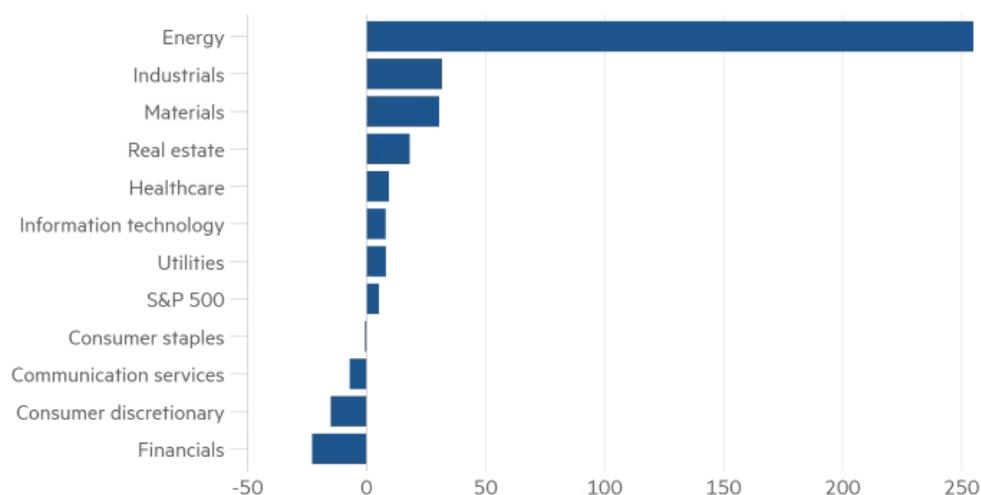
Source: CSI Market⁹¹

Le bénéfice combiné de cinq des plus grands groupes du secteur de l’énergie (à savoir BP, Shell, TotalEnergies, Exxon et Chevron) s’est élevé l’année dernière à 82 milliards de dollars, soit l’équivalent de 2 600 dollars par seconde. Leurs marges bénéficiaires sont à leur plus haut niveau depuis cinq ans, avec une moyenne de 8 %. En mai 2022, BP a déclaré son meilleur bénéfice trimestriel sous-jacent en plus de 10 ans et Shell a lui aussi annoncé des bénéfices record, selon le Financial Times⁹⁵.

Graphique 3 : Croissance du bénéfice par action dans différents secteurs au premier trimestre 2022⁹⁶

Energy to lead S&P 500 first-quarter earnings season

EPS growth (%)



Source: FactSet
© FT

En 2021, les dividendes versés par ces entreprises ont atteint 51 milliards de dollars, ce qui signifie que 63 % de leurs bénéfices nets sont allés directement à leurs actionnaires. Une partie de cette somme améliorera les retraites des gens ordinaires. Toutefois, étant donné que les 10 % des Américain-es les plus riches détiennent 89 % des actions américaines⁹⁷, cela signifie que la hausse du prix de l'énergie profite principalement à un petit groupe d'individus, tandis que la majorité de la population est perdante sur le plan économique puisque ses dépenses énergétiques augmentent.

LES GÉANTS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La pandémie a fait 40 nouveaux milliardaires dans le secteur pharmaceutique⁹⁸, qui tirent parti des monopoles que leurs entreprises détiennent sur les vaccins, les traitements, les tests et les équipements de protection individuelle. Le plus gros de cette fortune personnelle a été amassé grâce à des fonds publics, provenant notamment de subventions et de marchés publics pour la recherche et le développement, à hauteur de plusieurs milliards de dollars. Entre-temps, le bilan humain et économique de la pandémie est effroyable : elle a fait plus de 20 millions de morts dans le monde⁹⁹. Plus de la moitié de ces décès sont survenus dans des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure.

Les géants de l'industrie pharmaceutique réalisent plus de 1 000 dollars de bénéfices par seconde rien qu'avec les vaccins¹⁰⁰. Ils facturent aux gouvernements jusqu'à 24 fois plus que ce qu'il en coûterait de produire des vaccins sous forme générique¹⁰¹. Il a été constaté à plusieurs reprises dans le monde entier que des sociétés pharmaceutiques se soustraient à leurs responsabilités fiscales en ayant recours à des paradis fiscaux et des pratiques fiscales agressives¹⁰².

Moderna. Cette société pharmaceutique n'a qu'un seul produit sur le marché : un vaccin contre la COVID-19 sur lequel elle réalise une marge bénéficiaire avant impôt de 70 %¹⁰³. Elle est parvenue avec succès à convertir des fonds publics en profits privés, transformant 10 milliards de dollars de financement public américain (notamment grâce aux pré-commandes de vaccins) en environ 12 milliards de dollars de bénéfices sur les vaccins à ce jour. L'entreprise a ainsi engendré quatre nouveaux milliardaires grâce à ses vaccins, pesant ensemble 10 milliards de dollars¹⁰⁴. Pendant ce temps, à peine 1 % de son stock total de vaccins a été destiné aux pays les plus pauvres¹⁰⁵. À l'heure qu'il est, le taux de vaccination dans les pays à faible revenu atteint à peine 13 %¹⁰⁶.

Des fabricants sud-africains sont en train de mettre au point un vaccin à ARNm basé sur la formule du vaccin Moderna dans le cadre d'une initiative de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) cherchant à garantir une fabrication locale et durable de vaccins dans les pays à revenu faible et intermédiaire. La coopération de Moderna à cette initiative pourrait réduire d'au moins un an le délai d'homologation de ce vaccin, ce qui permettrait de sauver des vies, de réduire le risque d'apparition de variants et d'alléger le fardeau économique de la pandémie. Cependant, l'entreprise s'est jusqu'à présent nettement opposée à y participer, préférant se concentrer sur la manière d'accroître encore ses profits.

Moderna figure au nombre des sociétés pharmaceutiques qui sont accusées de mettre leurs bénéfices à l'abri dans des paradis fiscaux pour éviter de payer leur juste part d'impôts¹⁰⁷.

Pfizer. Cette société est celle qui a vendu la plus grande quantité de vaccins au monde. C'est aussi celle qui a livré le moins de vaccins aux pays à faible revenu (en proportion du nombre total de doses commercialisées)¹⁰⁸. Selon une estimation prudente, la marge bénéficiaire avant impôt du vaccin Pfizer/BioNTech serait de 43 %¹⁰⁹. En 2021, Pfizer a versé 8,7 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires¹¹⁰.

Pfizer a été accusée de tactiques déloyales pour accroître ses profits. Elle aurait ainsi financé des campagnes de désinformation sur le vaccin de l'Université d'Oxford/AstraZeneca¹¹¹, insisté sur l'inclusion de clauses pouvant être utilisées pour faire taire les critiques dans ses contrats, exigé

des biens publics comme garantie et imposé son contrôle sur les dates de livraison¹¹². En Afrique du Sud – un pays qui a plaidé en faveur de la suppression des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et d’autres articles médicaux en rapport avec la COVID-19 tels que les tests et les traitements – Pfizer et Johnson & Johnson auraient « fait pression sur de hauts fonctionnaires pour que le pays renonce à cette campagne de levée des droits, pendant plusieurs mois de négociations autour des conditions d’un contrat d’approvisionnement »¹¹³.

Les vaccins contre la COVID-19 devraient être un bien public, et tout pays qui souhaite produire un vaccin devrait être autorisé à le faire. Des équipes de recherche ont recensé plus de 100 usines capables de produire les précieux vaccins à ARNm dans le monde entier¹¹⁴. Par ailleurs, plus de 100 pays demandent la levée des règles de propriété intellectuelle qui protègent les profits des sociétés pharmaceutiques au détriment d’une augmentation de la production et de l’accès aux articles médicaux de lutte contre la COVID-19¹¹⁵.

Des initiatives telles que la levée des droits de propriété intellectuelle et la promotion de la production à l’échelon local pourraient améliorer l’accès aux médicaments dans les pays en développement, en ôtant à une poignée d’entreprises le pouvoir de décider à qui offrir un traitement vital, et en le remettant entre les mains de la population. Le fait de garantir l’accès universel aux vaccins à ARNm pourrait sauver la vie de 1,5 million de personnes¹¹⁶.

Cependant, les sociétés productrices de vaccins refusent de coopérer et sont farouchement opposées aux initiatives visant à supprimer les droits de propriété intellectuelle, et pour cause : ces vaccins comptent parmi les produits pharmaceutiques les plus rentables de l’histoire. La perte de leur monopole et de leur capacité à dicter les prix du marché entraînerait inévitablement une chute du prix des vaccins, mettant fin à leur perspective d’obtenir à coup sûr des recettes mirobolantes. Il n’y a donc rien d’étonnant à ce qu’une centaine de lobbyistes du secteur pharmaceutique aient été dépêché-es à Washington¹¹⁷ et que 36 millions d’euros aient été dépensés à Bruxelles¹¹⁸ afin de contrecarrer la campagne de suppression des droits.

LE SECTEUR DES TECHNOLOGIES

Si de nombreuses petites et moyennes entreprises ont déposé le bilan à la suite de la pandémie, il y a toutefois un secteur qui s’en sort particulièrement bien : celui des technologies. L’industrie a créé certains des hommes les plus riches au monde.

- Cinq des 21 plus grandes entités économiques mondiales (classées en fonction du PIB national et de la valeur boursière) sont des entreprises technologiques : Apple, Microsoft, Tesla¹¹⁹, Amazon, et Alphabet¹²⁰.
- Ces cinq entreprises ont réalisé 271 milliards de dollars de profits en 2021, soit presque deux fois plus qu’en 2019 avant la pandémie (une hausse de 94 %, équivalente à 131 milliards de dollars)¹²¹.
- Leurs marges de profit moyennes sont passées de 16 % à 22 % l’année dernière¹²².

Sept¹²³ des 10 hommes les plus riches du monde ont fait fortune grâce aux technologies, leur richesse a augmenté de près de 436 milliards de dollars depuis 2020¹²⁴. Elon Musk, l’homme le plus riche du monde, l’est tellement qu’il pourrait perdre 99 % de sa fortune et rester dans les 0,0001 % des personnes les plus riches sur la planète. Sa fortune a bondi de 699 % depuis 2020¹²⁵.

Amazon est peut-être l’entreprise qui a le plus profité de la pandémie. Ses bénéfices ont plus que triplé depuis 2019, elle a exploité son immense pouvoir de marché pour devenir « la boutique à tout vendre ». Amazon exerce un pouvoir sans précédent sur son personnel, ses fournisseurs et les gouvernements¹²⁶, alors même que son modèle économique mondial repose toujours sur des centaines de milliers de manutentionnaires et de livreurs/euses faiblement rémunéré-es. La fortune personnelle de son fondateur, M. Jeff Bezos, a augmenté de 45 milliards de dollars depuis 2020.

L'influence politique procurée par de telles fortunes ne saurait être sous-estimée, les entreprises technologiques consacrent des sommes importantes au lobbying afin de défendre leurs intérêts. Ainsi, Amazon et Google ont dépensé 7,5 milliards de dollars pour exercer leur influence sur des responsables politiques états-uniens durant le premier trimestre de l'année 2021¹²⁷.

3 DES SOLUTIONS POUR AVANCER

Les États disposent d'une marge de manœuvre considérable pour réguler l'accroissement démesuré des richesses des milliardaires et des entreprises, et prévenir la crise sans précédent du coût de la vie qui menace aujourd'hui les populations.

En avril 2022, lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, Oxfam a présenté des propositions¹²⁸ en vue d'élaborer un plan de sauvetage économique et exhorté les décideurs/euses à agir afin d'éviter les effets néfastes d'une inflation accélérée et de construire un monde plus durable. Le plan appelait les gouvernements à renforcer la protection sociale, à instaurer un contrôle des prix, à annuler les dettes des pays pauvres, à réallouer l'aide et les droits de tirage spéciaux (DST) vers les pays pauvres et à mettre en place une politique fiscale plus équitable.

Les rapports d'Oxfam intitulés Les inégalités tuent¹²⁹ et First crisis, then catastrophe¹³⁰, publiés respectivement en janvier et en avril 2022, détaillent les actions urgentes à prendre, tandis que COVID-19 : Les profits de la crise¹³¹ énonce les mesures que les États et les entreprises doivent prendre pour garantir une gouvernance d'entreprise conforme aux intérêts des populations et de la planète.

Les responsables politiques, les dirigeant-es d'entreprise et les milliardaires se réunissent pour la première fois en personne à Davos depuis le début de la pandémie, dans un contexte d'inégalités sans précédent. Oxfam souligne avant tout que l'accroissement rapide des richesses des milliardaires à l'heure actuelle est la contrepartie de la crise du coût de la vie qui guette des milliards de personnes. Il ne s'agit pas d'un phénomène qui se produit sous leurs yeux mais d'un projet délibéré élaboré par leurs soins.

L'action la plus urgente et structurelle que les États doivent prendre est d'adopter sans tarder des politiques fiscales très progressives qui serviront à financer des mesures efficaces et éprouvées de réduction des inégalités, comme la protection sociale et les soins de santé universels. Les droits des personnes doivent être respectés et les gouvernements doivent être tenus de rendre des comptes afin de veiller à ce que les recettes fiscales servent cet objectif. Oxfam propose des mesures fiscales progressives, notamment :

1. Un impôt urgent sur les bénéficiaires excédentaires réalisés par les plus grandes entreprises mondiales durant la pandémie

Le FMI, l'OCDE et l'UE¹³² ont proposé aux gouvernements d'imposer un impôt sur les bénéficiaires exceptionnels aux entreprises énergétiques qui ont enregistré des profits record à la suite de la flambée des prix de l'énergie, pour aider les populations à faire face à la hausse des factures. L'Italie est le premier pays à imposer réellement cet impôt¹. Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement français avait taxé les gains excessifs réalisés en temps de guerre à un taux de 100 %¹³³. Le même degré d'ambition est nécessaire aujourd'hui.

¹ En Italie, l'impôt sur les superprofits des entreprises énergétiques est calculé sur le solde de l'assiette de la TVA des entreprises du secteur, pour les périodes allant du 1er octobre 2021 au 30 avril 2022 et du 1er octobre 2020 au 30 avril 2021. Dès lors que ces super profits sont supérieurs à 5 millions d'euros en termes absolus ou au-delà de 10% en termes relatifs, les bénéficiaires exceptionnels sont taxés à hauteur de 25%. Cette contribution de solidarité en une seule fois devrait générer 10 à 11 milliards d'euros de recettes qui devront être transférées de façon extraordinaire aux ménages italiens dans le contexte de la crise énergétique.

Oxfam recommande l'instauration d'un impôt provisoire de 90 % sur les bénéfices excédentaires¹³⁴, afin de récupérer les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises, toutes industries confondues. Cette mesure empêcherait quiconque de profiter des crises et permettrait de dégager des fonds considérables pour les investissements. Selon les estimations publiées par Oxfam en septembre 2020, un tel impôt sur seulement 32 multinationales extrêmement prospères durant la pandémie de COVID-19 aurait pu générer 104 milliards de dollars de recettes.¹³⁵

2. Impôts exceptionnelles de solidarité sur les grandes fortunes

Oxfam appelle à l'instauration d'impôts d'urgence pour financer l'octroi d'une aide aux populations confrontées à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi qu'un relèvement juste sur les plans économique, racial, climatique et du genre. Ces impôts d'urgence pourraient prendre la forme d'impôts uniques sur la fortune, d'augmentations temporaires de l'impôt sur les plus-values ou d'impôts exceptionnels.

De tels impôts sont équitables et sont de plus en plus reconnus par l'OCDE¹³⁶ et le FMI comme de bons instruments économiques¹³⁷. Dans le cadre de son plan de relance post-COVID-19, l'Argentine a adopté l'année dernière un impôt extraordinaire sur la fortune baptisé « la taxe des milliardaires », et envisage à présent un impôt exceptionnel sur les bénéfices dans le secteur de l'énergie¹³⁸, ainsi qu'une contribution unique de 20 % sur les actifs non déclarés détenus à l'étranger afin de rembourser directement la dette contractée auprès du FMI¹³⁹.

3. Un impôt permanent sur la fortune des plus riches

L'introduction d'impôts exceptionnels ou de solidarité ou d'impôts d'urgence sur les bénéfices des plus riches doit ouvrir la voie à une solution plus radicale. Un impôt permanent sur la fortune permettrait de rééquilibrer la fiscalisation du capital et du travail, de réduire fortement les inégalités, et de limiter le pouvoir politique exorbitant et les émissions de carbone démesurées des ultra-riches¹⁴⁰.

Un impôt progressif net sur de seulement 2 % pour les fortunes supérieures à 5 millions de dollars, de 3 % pour les fortunes supérieures à 50 millions de dollars et de 5 % pour les fortunes de plus de 1 million, pourrait générer 2 520 milliards de dollars au niveau mondial, soit de quoi sortir 2,3 milliards de personnes de la pauvreté, produire suffisamment de vaccins pour l'ensemble de la population mondiale et fournir une protection sociale et de santé universelles aux personnes vivant dans les pays à revenu faible et intermédiaire (3,6 milliards de personnes)¹⁴¹. Cette initiative a été soutenue par différents groupes, notamment par Patriotic Millionaires, un réseau mondial de personnes très riches¹⁴².

À Davos, plus de deux ans depuis le début de la pandémie, les milliardaires pourront dresser un bilan fantastique des dernières années, qui ont vu gonfler leur fortune. Les gouvernements ont manipulé l'économie mondiale en faveur des milliardaires, entraînant une hausse sans précédent des inégalités.

À l'heure où des milliards de personnes dans le monde sont confrontées à la crise du coût de la vie, les États doivent instamment rejeter le consensus néolibéral et écouter l'appel des populations à lutter contre les inégalités extrêmes, qui les affament et amenuisent leurs espoirs d'un avenir sûr et libre pour leurs enfants et les générations futures.

L'histoire – ainsi que les actions actuelles de certains gouvernements – montrent que la réduction des inégalités est non seulement possible, mais réalisable. La pandémie nous a appris que la poursuite des anciennes politiques biaisées mènera inéluctablement à la catastrophe. Aucun être humain ne devrait vivre dans la pauvreté ; aucun milliardaire ne devrait vivre dans une richesse aussi démesurée ; les inégalités ne devraient plus tuer.

Pour sortir de cette crise, plus d'égalité est l'unique solution.

NOTES

- ¹ Voir la note méthodologique.
- ² J. Blas (2021), Crop giant Cargill reports biggest profit in 156-year history. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-08-06/crop-giant-cargill-reports-biggest-profit-in-156-year-history>
- ³ J. Blas, M. Hirtzer (2021), Cargill Heads to Record Profit on Booming Agriculture Market. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-24/cargill-heads-to-record-profits-on-booming-agricultural-markets>
- ⁴ R. Neate (2022), Soaring food prices push more Cargill family members on to world's richest 500 list. The Guardian. <https://www.theguardian.com/news/2022/apr/17/soaring-food-prices-push-more-cargill-family-members-on-to-world-richest-500-list>
- ⁵ D. Gerzson Mahler, N. Yonzan, R. Hill, C. Lakner, H. Wu et N. Yoshida (2022), Pandemic, prices, and poverty. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/pandemic-prices-and-poverty>
- ⁶ The Economist (2022), The pandemic's true death toll. <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates>
- ⁷ N. Ahmed et al. (2022), Les inégalités tuent : Face aux inégalités record engendrées par la COVID-19, l'urgence de mesures sans précédent. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-tuent>
- ⁸ Oxfam (2022), First crisis, then catastrophe. Note d'information d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/first-crisis-then-catastrophe>
- ⁹ Voir la note méthodologique.
- ¹⁰ Voir la note méthodologique.
- ¹¹ <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- ¹² I. Gill, M. Kose (2022), A global commodity shock without parallel. Blogs de la Banque mondiale. Extrait de <https://blogs.worldbank.org/voices/global-commodity-shock-without-parallel>.
- ¹³ Voir la note méthodologique.
- ¹⁴ Oxfam (2022), First crisis, then catastrophe, op. cit.
- ¹⁵ Voir la note méthodologique.
- ¹⁶ M. Lawson et al. (2019), Services publics ou fortunes privées ? Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>
- ¹⁷ Par exemple, d'après une base de données des Nations Unies sur les états financiers consolidés des sociétés non financières cotées en bourse dans 56 pays à revenu élevé et à revenu faible et intermédiaire, la capitalisation boursière moyenne des 100 entreprises mondiales en tête du classement est passée de 31 fois (en 1995) à 7 000 fois (en 2015) celle des 2 000 entreprises figurant en bas du classement. CNUCED (2017), Rapport sur le commerce et le développement 2017. Au-delà de l'austérité : vers une nouvelle donne mondiale. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2017_fr.pdf
- ¹⁸ Ibid.
- ¹⁹ D. A. Vázquez Pimental, I. Macías Aymar et M. Lawson (2018), Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent. Oxfam International. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620396/bp-reward-work-not-wealth-220118-fr.pdf>
- ²⁰ R. A. de Mooij, A. D. Klemm et V. J. Perry (2021), Corporate Income Taxes Under Pressure: Why Reform Is Needed and How It Could Be Designed. Bibliothèque électronique du FMI. <https://www.elibrary.imf.org/view/books/071/28329-9781513511771-en/28329-9781513511771-en-book.xml?code=imf.org>
- ²¹ OCDE (2018), « Chapter 1. Overview of individual net wealth taxes in OECD countries ». Dans OCDE. The Role and Design of Net Wealth Taxes in the OECD. Études de politique fiscale de l'OCDE. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/9789264290303-4-en/index.html?itemId=/content/component/9789264290303-4-en>
- ²² P. Griffin et C. R. Heede (2017), The carbon majors database. CDP Carbon Majors Report 2017, 14.
- ²³ N. Ahmed et al. (2022), Les inégalités tuent : Face aux inégalités record engendrées par la COVID-19, l'urgence de mesures sans précédent. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-tuent>
- ²⁴ J. Bivens (2022), Corporate profits have contributed disproportionately to inflation. How should policymakers respond? Working Economics Blog: Economic Policy Institute. <https://www.epi.org/blog/corporate-profits-have-contributed-disproportionately-to-inflation-how-should-policymakers-respond/?chartshare=248291-248530#Figure-A>

- ²⁵ M. Stoller (2021), Corporate Profits Drive 60% of Inflation Increases. BIG newsletter. <https://mattstoller.substack.com/p/corporate-profits-drive-60-of-inflation?s=r>
- ²⁶ Voir la note méthodologique.
- ²⁷ Voir la note méthodologique.
- ²⁸ N. Ahmed et al. (2022), Les inégalités tuent, op. cit.
- ²⁹ Organisation internationale du Travail (OIT) (2021), OIT : L'impact de la pandémie sur l'emploi est plus fort que prévu. COVID-19 : Observatoire de l'OIT – 8e édition. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_824099/lang--fr/index.htm
- ³⁰ Voir la note méthodologique.
- ³¹ C. Sánchez-Paramo, R. Hill, D. Gerzson Mahler, A. Narayan et N. Yonzan (2021), L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/laugmentation-de-la-pauvrete-et-le-creusement-des-inegalites-sont-les-autres-sequelles-de-la>
- ³² C. Sanchez Paramo et al. (7 octobre 2021), L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19. Blogs de la Banque mondiale. Extrait de <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/laugmentation-de-la-pauvrete-et-le-creusement-des-inegalites-sont-les-autres-sequelles-de-la>.
- ³³ A. Adrov (2022), Global income inequality and the COVID-19 pandemic in three charts. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/global-income-inequality-and-covid-19-pandemic-three-charts>
- ³⁴ Les auteur·es soulignent que le manque important de données ventilées par genre et par origine ethnique rend difficile l'analyse des inégalités.
- ³⁵ O. Storz (2021), "She-flation"? What the Rise in Inflation Might Mean for Women. Institute for Women's Policy Research. <https://iwpr.org/media/in-the-lead/she-flation-what-the-rise-in-inflation-might-mean-for-women/>
- ³⁶ M. Armstrong (2021), It will take another 136 years to close the global gender gap. Forum économique mondial. <https://www.weforum.org/agenda/2021/04/136-years-is-the-estimated-journey-time-to-gender-equality/#:~:text=COVID%2D19%20has%20set%20back%20progress%20for%20women's%20rights.&text=The%20global%20gender%20gap%20is,Forum's%20Global%20Gender%20Gap%20report>
- ³⁷ D'après une analyse de l'OIT (2021), An uneven and gender-unequal COVID-19 recovery: Update on gender and employment trends 2021. https://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/WCMS_824865/lang--en/index.htm
- ³⁸ D'après une analyse de C. Kenny et G. Yang (2021), The Global Childcare Workload from School and Preschool Closures During the COVID-19 Pandemic. Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/global-childcare-workload-school-and-preschool-closures-during-covid-19-pandemic>
- ³⁹ OIT (2021), Les femmes seront moins nombreuses que les hommes à retrouver du travail dans la période post-COVID-19. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_813467/lang--fr/index.htm
- ⁴⁰ OIT (2022), More than 4 million women have not been able to return to work in Latin America and the Caribbean. https://www.ilo.org/caribbean/newsroom/WCMS_838549/lang--en/index.htm
- ⁴¹ N. Ahmed et al. (2022), Les inégalités tuent, op. cit.
- ⁴² Office for National Statistics (2021), Updating ethnic contrasts in deaths involving the coronavirus (COVID-19), England: 24 January 2020 to 31 March 2021, op. cit
- ⁴³ McKinsey Global Institute (2021), The economic state of Black America: What is and what could be. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/diversity-and-inclusion/the-economic-state-of-black-america-what-is-and-what-could-be>
- ⁴⁴ K. Henderson (2022), The crisis of low wages in the US. Oxfam. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-crisis-of-low-wages-in-the-us/>
- ⁴⁵ Données de la Banque mondiale, Espérance de vie à la naissance, total (années) – Low income, High income. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN?locations=XM-XD>
- ⁴⁶ N. Ahmed et al. (2022), Les inégalités tuent, op. cit.
- ⁴⁷ Ibid.
- ⁴⁸ Ibid.
- ⁴⁹ Oxfam. (2022). Pandemic of Greed: A wake-up call for vaccine equity at a grim milestone. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/pandemic-of-greed/>

- ⁵⁰ <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>
- ⁵¹ Ibid.
- ⁵² <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>
- ⁵³ Ibid.
- ⁵⁴ Oxfam. (2022). Le FMI doit abandonner ses exigences d'austérité alors que la crise du coût de la vie fait augmenter la faim et la pauvreté dans le monde. Communiqué de presse, 19 avril. <https://westafrica.oxfam.org/fr/latest/press-release/le-fmi-doit-abandonner-ses-exigences-daust%C3%A9rit%C3%A9-alors-que-la-crise-du-co%C3%BBt-de>
- ⁵⁵ A. Adarov. (2022). Global income inequality and the COVID-19 pandemic in three charts. World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/global-income-inequality-and-covid-19-pandemic-three-charts>
- ⁵⁶ Oxfam. (2021). COVID-19 en Afrique de l'Ouest : une relance aux forceps sous le signe d'une austérité destructrice pour l'avenir, selon Oxfam. Communiqué de presse, 14 octobre. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/covid-19-en-afrique-de-louest-une-relance-aux-forceps-sous-le-signe-dune> et Oxfam (2022). Le FMI doit abandonner ses exigences d'austérité alors que la crise du coût de la vie fait augmenter la faim et la pauvreté dans le monde, op. cit.
- ⁵⁷ Oxfam. (2021). COVID-19 en Afrique de l'Ouest : une relance aux forceps sous le signe d'une austérité destructrice pour l'avenir, selon Oxfam.
- ⁵⁸ <https://www.oxfam.org/en/research/first-crisis-then-catastrophe>
- ⁵⁹ Oxfam. (2022). Le FMI doit abandonner ses exigences d'austérité alors que la crise du coût de la vie fait augmenter la faim et la pauvreté dans le monde, op. cit.
- ⁶⁰ Reuters. (2022). Poor nations pay highest debt service in 20 years – campaigners. <https://www.reuters.com/world/poor-nations-pay-highest-debt-service-20-years-campaigners-2022-01-24/>
- ⁶¹ FAO. (2022). L'Indice FAO des prix des produits alimentaires bondit en mars. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-food-price-index-posts-significant-leap-in-march/fr>
- ⁶² Banque mondiale. (2022). Produits de base. <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>
- ⁶³ FAO. (2022). Situation alimentaire mondiale : indice FAO des prix des produits alimentaires. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- ⁶⁴ Oxfam International. (2022). Perspective terrifiante : plus de 260 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté extrême cette année. Communiqué de presse, 12 avril. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/perspective-terrifiante-plus-de-260-millions-de-personnes-pourraient-basculer>
- ⁶⁵ Analyse fondée sur le service de recherche économique du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA). (2022). International Markets and U.S. Trade: Overview. <https://www.ers.usda.gov/topics/international-markets-u-s-trade/international-consumer-and-food-industry-trends/#data>
- ⁶⁶ Oxfam. (2022). First crisis, then catastrophe, op. cit.
- ⁶⁷ Voir la note méthodologique
- ⁶⁸ Voir la note méthodologique
- ⁶⁹ Fondation Heinrich Böll, Fondation Rosa Luxemburg et Amis de la Terre-Europe. (2017). Agrifood Atlas: Facts and figures about the corporations that control what we eat. https://eu.boell.org/sites/default/files/agrifoodatlas2017_facts-and-figures-about-the-corporations-that-control-what-we-eat.pdf
- ⁷⁰ S. Carpenter. (2022). Richest Agriculture Family's Fortunes Jump as Food Prices Surge. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-08/richest-agriculture-family-s-fortunes-jump-as-food-prices-surge>
- ⁷¹ Voir la note méthodologique
- ⁷² Ibid.
- ⁷³ J. Blas. (2021). Crop giant Cargill reports biggest profit in 156-year history, op. cit.
- ⁷⁴ J. Blas, M. Hirtzer (2021). Cargill Heads to Record Profit on Booming Agriculture Market. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-24/cargill-heads-to-record-profits-on-booming-agricultural-markets>
- ⁷⁵ R. Neate. (2022). Soaring food prices push more Cargill family members on to world's richest 500 list, op. cit.
- ⁷⁶ S. Carpenter. (2022). Richest Agriculture Family's Fortunes Jump as Food Prices Surge, op. cit.

- ⁷⁷ D. Pendleton. (2021). Walton Family, World's Richest, Raises \$2.1 Billion From Walmart Holdings. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-06-14/world-s-richest-family-trim-walmart-holdings-after-buybacks>
- ⁷⁸ Voir la note méthodologique
- ⁷⁹ Voir la note méthodologique
- ⁸⁰ Oxfam America. (2018). US Supermarket Supply Chains: Ending the human suffering behind our food. https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/US_Supermarket_Supply_Chains_End_the_Human_Suffering_Behind_our_Food_report.pdf
- ⁸¹ Voir la note méthodologique
- ⁸² AFL-CIO. (2022). Company Pay Ratios. <https://aflcio.org/executive-paywatch/company-pay-ratios>
- ⁸³ Sur la base d'une semaine de travail de 40 heures.
- ⁸⁴ L'expression « grands groupes pétroliers » se réfère ici à BP, Shell, TotalEnergies, ExxonMobil et Chevron.
- ⁸⁵ Voir la note méthodologique.
- ⁸⁶ Banque mondiale (2022). Produits de base : un choc mondial sans précédent <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/produits-de-base-un-choc-mondial-sans-precedent>
- ⁸⁷ Financial Times. (2022). Commodities: ICE Brent Crude Oil Front Month. <https://markets.ft.com/data/commodities/tearsheet/charts?c=Brent+Crude+Oil> en date du 10.5.2022
- ⁸⁸ Financial Times. (2022). Commodities: Henry Hub Natural Gas Front Month Futures. <https://markets.ft.com/data/commodities/tearsheet/charts?c=Natural+Gas> en date du 10.5.2022
- ⁸⁹ D. Kirikkaleli et I. Darbaz. (2021). The Causal Link between Energy Price and Food Price. *Energies* 2021, 14, 4182. <https://www.mdpi.com/1996-1073/14/14/4182/pdf>
- ⁹⁰ Banque mondiale. (2022). Les tensions sur les prix alimentaires et de l'énergie dues à la guerre en Ukraine pourraient durer plusieurs années. Communiqué de presse, 26 avril. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/04/26/food-and-energy-price-shocks-from-ukraine-war>
- ⁹¹ Oxfam International. (2021). Sécheresse en Afrique de l'Est : « Si la pluie ne vient pas, aucun de nous ne survivra ». <https://www.oxfam.org/fr/secheresse-en-afrique-de-lest-si-la-pluie-ne-vient-pas-aucun-de-nous-ne-survivra>
- ⁹² Oxfam. (2022). As Many As 28 Million People Across East Africa at Risk of Extreme Hunger. Communiqué de presse, 22 mars. <https://www.oxfam.org.uk/mc/ur5ia2/>
- ⁹³ CSIMarket. (2022). Total Market Growth. https://csimarket.com/Industry/Industry_Growth.php
- ⁹⁴ Voir la note méthodologique.
- ⁹⁵ T. Wilson et J. Pickard. (2022). BP's bumper earnings stoke new calls for windfall tax. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/6f584312-d760-4978-9be0-4897cbc8b172> et Tom Wilson (2022) Shell makes record profits as Ukraine war shakes energy markets <https://www.ft.com/content/b2713bd1-afa5-4638-ab2d-be0c4e8a7ab7>
- ⁹⁶ A. White (2022) War and inflation set to drag on corporate profits despite rising revenues <https://www.ft.com/content/e347aae3-8098-4f82-a97a-28d17769fa3e>
- ⁹⁷ R. Frank. (2021). The wealthiest 10% of Americans own a record 89% of all U.S. stocks. *CNBC*. <https://www.cnbc.com/2021/10/18/the-wealthiest-10percent-of-americans-own-a-record-89percent-of-all-us-stocks.html>
- ⁹⁸ G. Tognini. (2021). Meet The 40 New Billionaires Who Got Rich Fighting Covid-19. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/giacomotognini/2021/04/06/meet-the-40-new-billionaires-who-got-rich-fighting-covid-19/>
- ⁹⁹ *The Economist* (2022). The pandemic's true death toll. <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates>
- ¹⁰⁰ Oxfam International. (2021). Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated. Communiqué de presse, 16 novembre. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/pfizer-biontech-and-moderna-making-1000-profit-every-second-while-worlds-poorest>
- ¹⁰¹ A. Marriott et A. Maitland. (2021). The Great Vaccine Robbery. Oxfam America. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/the-great-vaccine-robbery/>
- ¹⁰² M. Fried. (2018). Ordonnance pour la pauvreté : les sociétés pharmaceutiques, entre évasion fiscale, prix abusifs et trafic d'influence. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/ordonnance-pour-la-pauvrete>

- ¹⁰³ Oxfam International. (2021). Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated, op. cit.
- ¹⁰⁴ Voir la note méthodologique
- ¹⁰⁵ Oxfam. (2022). Pandemic of Greed, op. cit.
- ¹⁰⁶ Our World in Data – en date du 10.5.2020
- ¹⁰⁷ V. Kiezebrink. (2021). Moderna vaccine profits channelled to tax havens. SOMO. <https://www.somo.nl/moderna-vaccine-profits-channelled-to-tax-havens>
- ¹⁰⁸ Oxfam. (2022). Pandemic of Greed, op. cit
- ¹⁰⁹ Oxfam International. (2021). Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated, op. cit.
- ¹¹⁰ Oxfam. (2022). Pandemic of Greed, op. cit.
- ¹¹¹ A. O'Brien. (2021). Pfizer accused of funding anti-AstraZeneca information. City A.M. <https://www.cityam.com/pfizer-accused-of-funding-anti-astrazeneca-information/>
- ¹¹² Z. Rizvi. (2021). Pfizer's Power. Public Citizen. <https://www.citizen.org/article/pfizers-power/>
- ¹¹³ S. Baker et V. Silver. (2021). Pfizer Fights to Control Secret of \$36 Billion Covid Vaccine Recipe. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/graphics/2021-pfizer-secret-to-whats-in-the-covid-vaccine/?sref=qneqM2kv?srd=premium-europe>
- ¹¹⁴ Human Rights Watch. (2021). Experts Identify 100 Plus Firms to Make COVID-19 mRNA Vaccines. <https://www.hrw.org/news/2021/12/15/experts-identify-100-plus-firms-make-covid-19-mrna-vaccines#>
- ¹¹⁵ Oxfam. (2022). Pandemic of Greed, op. cit
- ¹¹⁶ A. Savinkina et al. (2022). Model-based estimates of deaths averted and cost per life saved by scaling-up mRNA COVID-19 vaccination in low and lower middle income countries in the COVID-19 Omicron variant era. medRxiv. <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2022.02.08.22270465v1>
- ¹¹⁷ L. Fang. (2021). Pharmaceutical Industry Dispatches Army of Lobbyists To Block Generic COVID-19 Vaccines. The Intercept. <https://theintercept.com/2021/04/23/covid-vaccine-ip-waiver-lobbying/>
- ¹¹⁸ Corporate Europe Observatory. (2021). Big Pharma's lobbying firepower in Brussels: at least €36 million a year (and likely far more). <https://corporateeurope.org/en/2021/05/big-pharmas-lobbying-firepower-brussels-least-eu36-million-year-and-likely-far-more>
- ¹¹⁹ La pertinence de considérer Tesla comme une entreprise technologique est sujette à débat, voir l'article en anglais publié par R. Sharma (2019) : Tesla: Tech Company or Car Company? Investopedia. <https://www.investopedia.com/news/tesla-tech-company-or-car-company/>
- ¹²⁰ Voir la note méthodologique
- ¹²¹ Voir la note méthodologique
- ¹²² Voir la note méthodologique
- ¹²³ Ce sont : Elon Musk, Jeff Bezos, Bill Gates, Larry Page, Sergey Brin, Larry Ellison et Steve Ballmer. Pour de plus amples informations, voir la note méthodologique.
- ¹²⁴ Voir la note méthodologique
- ¹²⁵ Voir la note méthodologique
- ¹²⁶ Voir l'étude de cas incluse dans le rapport COVID-19 : Les profits de la crise. <https://www.oxfam.org/en/research/power-profits-and-pandemic>
- ¹²⁷ B. Gilbert. (2021) : Amazon and Google spent \$7.5 million lobbying politicians in the first 3 months of 2021. Insider. <https://www.businessinsider.com/amazon-google-spent-over-7-million-lobbying-politicians-2021-2021-4?r=US&IR=T>
- ¹²⁸ Oxfam. (2022) : First crisis, then catastrophe, op. cit.
- ¹²⁹ N. Ahmed et al. (2022) : Les inégalités tuent, op. cit.
- ¹³⁰ Oxfam. (2022) : First crisis, then catastrophe, op. cit.
- ¹³¹ U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir. (2020) : COVID-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-tes. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- ¹³² Infobae. (2022) : The IMF suggested temporarily raising taxes on companies with excessive profits. <https://www.infobae.com/en/2022/04/18/the-imf-suggested-temporarily-raising-taxes-on-companies-with-excessive-profits/>; Bloomberg Tax. (2022) : Windfall Tax to Ease Impact of Power Price Surge: OECD. <https://news.bloombergtax.com/daily-tax-report/windfall-tax-to-ease-impact-of-power-price-surge-oecd>; Oxfam international. (2022) : EU proposal to tax excess profits much needed and should be limited

- only to energy companies. Communiqué de presse, 8 mars. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/eu-proposal-tax-excess-profits-much-needed-and-should-not-be-limited-only-energy>
- ¹³³ N. O'Donovan. (2021) : One-off wealth taxes: theory and evidence. *Fiscal Studies*, 42:565–597. <https://doi.org/10.1111/1475-5890.12277>
- ¹³⁴ Lire le rapport COVID-19 : Les profits de la crise pour en savoir plus sur l'impôt sur les bénéfices excédentaires. <https://www.oxfam.org/en/research/power-profits-and-pandemic>
- ¹³⁵ U. Gneiting, N. Lusiani, et I. Tamir. (2020) : Power, profits and the pandemic: Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-tes. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- ¹³⁶ A. Soto (2022) Windfall Tax to Ease Impact of Power Price Surge: OCDE <https://news.bloombergtax.com/daily-tax-report/windfall-tax-to-ease-impact-of-power-price-surge-oecd>
- ¹³⁷ C Giles (2021) IMF proposes 'solidarity' tax on pandemic winners and wealthy <https://www.ft.com/content/5dad2390-8a32-4908-8c96-6d23cd037c38>
- ¹³⁸ Buenos Aires Times. (2022) : Argentina's government to tax Ukraine war windfall profits, redistribute funds. <https://www.batimes.com.ar/news/economy/argentinas-government-to-create-fund-with-ukraine-war-windfall-profits.phtml>
- ¹³⁹ Infobae. (2022) : Kirchnerism proposes a new tax on wealth This time to pay off debts to the IMF for 10 years. <https://www.infobae.com/en/2022/03/16/kirchnerism-proposes-a-new-tax-on-wealth-this-time-to-pay-off-debts-to-the-imf-for-10-years>
- ¹⁴⁰ Oxfam International et Institute for European Environmental Policy. (2021) : Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant-e et l'objectif de 1,5 °C. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-des-emissions-en-2030>
- ¹⁴¹ Oxfam, Patriotic Millionaires, Institute for Policy Studies, et Fight Inequality. (2022) : Taxing Extreme Wealth: An annual tax on the world's billionaires and multi-millionaires: What it would raise and what it could pay for. <https://patrioticmillionaires.org/wp-content/uploads/Annual-Wealth-Tax-Factsheet.pdf>
- ¹⁴² Patriotic Millionaires (2022). Over 100 millionaires call for wealth taxes on the richest to raise revenue that could lift billions out of poverty. Communiqué de presse. <https://patrioticmillionaires.org/press-release/over-100-millionaires-worldwide-call-for-wealth-taxes-on-the-richest/>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)